



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Après deux ans de boycott par les Unionistes, l'Irlande du Nord a un nouveau gouvernement dirigé par une femme du Sinn Fein, Michelle O Neil, 47 ans. Une décision historique.

Si la sexualité se raréfie paraît-il, les termes se multiplient quant aux relations sentimentales : Le cuffing, le breadcrumbing et la situationship sont des relations considérées comme éphémères. Le growgetter et le célicouple définissent des relations stables. Sans parler du poly amour. Quand on a que l'amour, chantait Brel...

Un peu partout dans le Grand Paris fleurissent des « love's room », ces chambres pour deux, avec ambiance et déco. On ne sait qui du ministère de la santé ou du logement va s'en (pré)occuper...

Agenda militant

Bourse du travail de Paris 13 et 14 mars

[Les Assises pour la santé et la sécurité des travailleur/ses](#)

Un appel à témoignages est lancé, destinés à alimenter la réflexion collective et les interventions lors de ces Assises organisées par 3 organisations syndicales (CGT, FSU, Union syndicale Solidaires) et diverses associations, dont les Ateliers Travail et Démocratie.

6 avril 2023

[Marche pour l'alimentation](#)

Du lundi 13 au mercredi 15 mai

[MJC Antipode](#) de Rennes

[Rencontre nationale Festisol](#) pour croiser les regards et développer les partenariats entre les réseaux de la solidarité internationale, de l'éducation populaire et de la culture !

Caen le 23 mars 2024

[Manifestation antinucléaire](#)

14 h au siège de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) pour aller à la préfecture parce qu'on ne met pas en service un fiasco industriel.

Cerises est un média gratuit à but non lucratif. Nous avons besoin de ressources pour la gestion du site, et la publication du journal. Vous pouvez participer et verser un don (déductible des impôts) sur le site via [hello asso](#), ou envoyer un chèque à Cerises 7 rue Berthelot 94190 Villeneuve Saint-Georges

Basculements cherchent sens

Le programme annoncé par le Premier Ministre Attal exprime une classe dominante décomplexée, pressée d'en finir avec les compromis. Les gauches s'émiettent et s'épuisent, alimentant un rejet désormais massif de « la politique » et plus largement de la chose publique. Fortunes, dividendes et financiarisations s'accroissent accompagnées par un raidissement autoritaire. L'extrême-droite capitalise et symbolise le rejet. Elle se revendique comme le seul recours viable. D'autant que ses thèses idéologiques sont validées par le pouvoir d'Etat. Et que la gauche ne porte pas de réponse et s'éparpille dans une course vaine au pouvoir. Le compromis social issu de la Résistance finit de voler en éclats. L'alternative à la fascisation peut-elle avoir un autre sens que celui d'un nouveau projet porteur d'une dynamique vers une alternative progressiste, émancipatrice, basée sur l'autogestion, et articulant réponses immédiates de temps courts et constructions durables au temps long ?

Quant à l'état du monde, on sent bien qu'une nouvelle phase s'ouvre, caractérisée par le passage à une nouvelle étape de la décolonisation dans laquelle souvent les autoritarismes se manifestent. Un nouvel ordre mondial pointe ses émergences, qu'on ne saurait réduire au rejet de l'Occident, au poids de la Chine, à l'influence russe en Afrique, ni même aux BRICS. De nouveaux équilibres émergent ; l'action de l'Afrique du Sud vis-à-vis d'Israël et de la Palestine en est un exemple. Une géopolitique neuve se profile entre Beyrouth et Alexandrie. Voire de la Mer rouge au Kurdistan.

La mondialisation capitaliste est agitée de soubresauts et provoque un sentiment d'effondrement. Le dérèglement climatique aggrave déjà les crises « migratoires » et régionales. La situation rappelle la crise des années 1930, fortement caractérisée par Gramsci, « le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ».

Il nous faut, dans le même temps, combattre les monstres et inventer un nouveau monde. Un nouvel ordre cherche son sens ; une perspective qui donne aux droits des peuples les clés de l'avenir. ●

PATRICK VASSALLO



GUS MASSIAH



Modèle agricole et modèle de société

©photo facebook de la Confédération paysanne



La colère qui agite le monde agricole en Europe depuis quelques semaines est un symptôme plus profond entre deux conceptions politiques antagoniques :

- Une conception productiviste impulsée par les dirigeants de la FNSEA¹ et le CNJA et les multinationales² de l'industrie agro-alimentaire qui met en péril un grand nombre d'agriculteurs ainsi que la santé de tous et l'environnement.
- **Une conception non productiviste et protectrice des agriculteurs** qui a commencé à émerger au moment des premiers forums sociaux mondiaux à Porto Alegre en 2002.

Un premier constat s'impose : la FNSEA et ses alliés font mine de défendre l'avenir de l'agriculture alors qu'ils soutiennent des choix politiques dangereux. Ils essaient d'enfumer la population en criant famine et en refusant obstinément toutes mesures qui pourraient commencer à protéger le vivant. D'ailleurs nombre d'agriculteurs en action ne sont pas dupes. Nous précisons ici que nous ne mettons pas sur le même plan des grands céréaliers millionnaires et des paysans qui s'appauvrissent mais qui promeuvent une agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement. C'est comme mettre sur le même plan une PME de 10 salariés et une multinationale du

CAC 40. Comme le dit la Confédération Paysanne « *une agriculture juste ça ne se fait pas au moins cher* ». Le travail paysan doit être rémunéré à sa juste valeur. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui où l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution réalisent des profits faramineux quand la paysannerie connaît des revenus très bas. Un berger des Pyrénées gagne en moyenne 1700€ par mois !!

Le gouvernement a immédiatement cédé à la fraction la plus conservatrice du monde agricole en repoussant aux calendes grecques la fin de l'utilisation des pesticides (Plan ecophyto). Ces dispositions préservent un minimum la qualité de la production agricole et la santé publique.

La conception des accords de libre-échange est largement responsable de cette situation mais aussi le fait que les contraintes réglementaires de l'Union Européenne varient d'un pays à l'autre entraînant une concurrence déloyale. La PAC (politique agricole commune) depuis 1992 a pris un tournant néolibéral en détruisant les mesures protectrices pour les agriculteurs, en les poussant au productivisme en favorisant les plus gros au détriment des petites exploitations ainsi qu'à l'accumulation du Capital. Ce sont des aides uniques et indifférenciées qui prévalent aujourd'hui. Comme le dit Aurélie Trouvé (députée LFI) « *nous sommes dans un système d'aides absurde qui ne permet pas à la majorité des agriculteurs de vivre de leur travail.* »

Nous pensons à *Cerises* que le modèle agricole européen et mondial doit résolument changer de cap **pour aller vers une conception du commerce international non pas guidée par la rentabilité mais par la réponse aux besoins et à la souveraineté alimentaire des peuples**. Il y a une similitude entre les souffrances vécues par les travailleurs paysans, les enseignants, les personnels soignants et l'ensemble de la population. Cette similitude s'appelle le néolibéralisme. Il importe donc de construire des convergences pour bâtir un projet de société qui ne se réduit pas à dire NON à une politique mais à construire une alternative. Une majorité de la population comprend qu'il faut réorienter le modèle agricole. L'Europe ne peut se construire que sur la base de l'entraide et du respect de la réciprocité entre les peuples. N'est-ce pas le moment pour que les mouvements eux-mêmes se considèrent comme force d'élaboration ?

● DANIEL ROME ET JOSIANE ZARKA

1. Président de la FNSEA, Arnaud Rousseau, né le 15 janvier 1974 à Meaux est un homme d'affaires, syndicaliste et exploitant agricole céréalier français. Chef d'une exploitation céréalière de plus de 700 hectares en Seine-et-Marne il dirige de 2017 à 2023 la Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux. Il préside également le conseil d'administration du groupe AVRIL.

2. Exemple : Avril anciennement connu sous le nom de Sofiprotéol est un groupe agroindustriel français spécialisé dans l'alimentation humaine, l'alimentation animale, l'énergie et la chimie. Il dispose d'un portefeuille de marques comme Lesieur, Puget, Matines, ou Diester. Le groupe est fondé en 1983 à l'initiative d'une démarche collective du monde agricole français qui s'est structuré en filière pour assurer des débouchés aux productions françaises d'oléagineux (colza, tournesol, soja et de protéagineux (pois, féverole, lupin). Le groupe Avril opère dans 19 pays et emploie 7367 salariés. En 2022, son chiffre d'affaires s'élève à 9 milliards d'euros. Son siège est basé à Paris.

Encore un effort

Mesdames et Messieurs les chefs d'établissement ...

LE COLLÈGE STANISLAS...
ENCORE UN TERRITOIRE
PERDU DE LA RÉPUBLIQUE



Le 13 février dernier, devant le rectorat de Nantes, eut lieu un événement remarquable dans le monde de l'éducation : une manifestation de cent cinquante chefs d'établissement, aussi appelés CDE dans le jargon de l'Education Nationale, en réaction à la réforme dite du « choc des savoirs » - réforme au nom épique, dont les effluves de Titanomachie en carton cachent mal l'odeur de purin.

Les profs, tout le monde sait qu'ils manifestent, bien-sûr : « Toujours en grève ou en vacances ». Les CDE, c'est bien plus rare. On aurait donc tort de balayer l'information d'une main au prétexte de leur petit nombre.

En 2019, c'était à Rennes que 200 CDE bretons s'étaient réunis. Ils dénonçaient alors une « gouvernance bavarde et verticale » dont le « management saturaient les calendriers d'échéances intenables ».

Cette fois, l'argument revient : conditions de travail, absence de textes officiels sur la réforme, ordres passés par voie de presse. Mais surtout, ils dénoncent une perte des valeurs. Même les CDE ne savent plus pourquoi ils sont là...

Cette manifestation, c'est une sonnette d'alarme. Elle est symbolique d'une perte de repères, mais aussi d'un début d'insurrection de ceux qui, traditionnellement - et plus encore que tous les autres fonctionnaires - fonctionnent.

Regrettons toutefois que malgré ce sursaut, les CDE continuent de préparer l'an prochain en respectant les contraintes, de présenter les DGH, de réfléchir, donc, à appliquer des consignes même vagues, même impossibles, même contestables. On échappe difficilement à la servitude volontaire.

● ALEXANDRA PICHARDIE

Sénégal : le coup d'État institutionnel bloqué !



Interrompant illégalement le processus électoral à 3 semaines de la présidentielle, le président Macky Sall a installé au Sénégal une violente crise institutionnelle et politique, instrumentalisant la justice contre les voix critiques. On compte 3 morts et près de mille opposants actuellement emprisonnés.

Après 2 semaines de manifestations brutalement réprimées, le Conseil Constitutionnel a invalidé le report de la présidentielle par Macky Sall, des milliers d'opposants ont pu manifester, enfin sans répression policière. Alors que de nombreux détenus ont été libérés ces derniers jours, les soutiens de Bassirou Diomaye Faye, candidat du parti Pastef¹ dissous, incarcéré, ont exigé sa « libération sans délai ». Plusieurs questions sont soulevées, la politisation de l'administration publique, l'état de la justice, les enjeux liés à

la corruption et à la gestion des deniers publics...

Manifs 2024, une figure est de retour : Mamadou Dia, indépendantiste, président du conseil de 1957 à 1962, entendait émanciper le pays en dépassant notamment l'économie de l'arachide. Il inquiète alors les classes entrepreneuriales sénégalaises, françaises, heurtant déjà le projet politique de la « France-Afrique ». S'ouvre la crise de 1962, 14 décembre, Senghor fait renverser le gouvernement de Mamadou Dia, le fait arrêter, puis condamner à perpétuité en mai 1963 pour « tentative de coup d'Etat ». Amnistié en 1976. Il est, durant 40 ans, écarté de l'histoire officielle de l'indépendance brodée autour de l'icône Senghor... l'homme de la France.

Mamadou Dia est devenu une référence pour une part importante de la jeunesse du continent, cité notamment aux côtés de Thomas Sankara. C'est vrai à Dakar, à « Ker Maodo », la maison du Maodo, surnom de Mamadou Dia. Le parti Pastef-Les Patriotes, principal opposant de Macky Sal, enseigne aux militants que dès 1957, Mamadou Dia avait pointé le problème du franc CFA et parlait d'indépendance monétaire, un combat d'aujourd'hui...

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

1. PASTEF-LES PATRIOTES Patriotes Africains du Sénégal pour le Travail, l'Ethique et la Fraternité



DE LA LUTTE À LA POLITIQUE ?

La situation politique actuelle nourrit un sentiment de blocage tel qu'il amène la rédaction de Cerises à approfondir nos réflexions et travaux sur la politique en rapport avec le contexte présent. Nous avons convié des militant.es de mouvements à participer à un entretien qui posait la question du passage de leurs combats au politique. Il s'agit de dépasser des généralités, de mieux préciser où sont les freins et où sont aussi les potentialités de dépassement de ces obstacles. D'où notre tentative de pousser à des réactions plus pointues à notre questionnement. Ce n'est qu'un début....

DE LA SUITE DANS LES IDÉES

Dans le numéro de *Cerises* de février, nous sollicitons plusieurs auteurs et autrices à propos du chemin pour faire de la politique l'affaire de toutes et tous. Ainsi Gérard Bras indiquait que selon lui la question politique décisive est d'entendre et développer les expériences de la démocratie par le bas, indépendantes des stratégies électorales. Il ne voit pas d'autre perspective émancipatrice que celle de retrouver des pratiques où l'égalité et la liberté se démontrent dans et par le rapport de force avec les pouvoirs des dominations.

Cerises poursuit donc le fil des discussions en ancrant le débat sur un territoire, l'Ille et Vilaine.

Laurie et Sami militant·e du Snep-Fsu 35, Gérard militant de la Confédération paysanne 35, Joëlle militante infatigable du soutien aux personnes exilé·e·s et au peuple palestinien ont accepté notre invitation à débattre avec des membres de l'équipe de rédaction, Alexandra, Catherine, Daniel, Pacco, Pierre et Sylvie.

Nous nous sommes posé les questions suivantes :

- La défiance à l'égard du nouveau gouvernement Attal est-elle due seulement à l'équipe présentée ou recouvre-t-elle un rejet plus systémique ?
- A l'expérience des dernières décennies, peut-on continuer à



©Confédération paysanne 35

déléguer sa confiance au système institutionnel représentatif ou faut-il inventer autre chose ?

- Les mouvements tels que vous les investissez peuvent-ils être le point de départ d'une nouvelle définition du mot « politique » ?
- Quels sont alors les obstacles et les conditions de leur dépassement ?

José, gilet jaune de Montreuil s'est aussi plié à l'exercice des questions réponses mais cette fois-ci par écrit.

Comme le dit Laurie, la rencontre entre les différents mouvements en cours est essentielle et doit se poursuivre. Pour faire convergence, il faut être convaincu qu'on est confronté au même système aux mêmes dominations, mêmes formes d'exploitation. C'est ainsi que des convergences sur chaque territoire pourront se créer. Pour favoriser le passage au politique ?

Bonne lecture

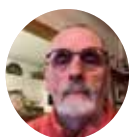
- L'équipe de rédaction

Décryptage du débat et rédaction des articles réalisé par Alain, Alexandra, Catherine, Daniel, Patrick, Pierre et Sylvie

Photos : Confédération paysanne 35, et *Cerises* (manifestation du 1^{er} février à Rennes)

UNE BANDE DE NULS ?

En France, nous venons d'avoir un nouveau gouvernement, à peine désigné qu'il se heurte à l'expression de colères. On n'avait même jamais vu un premier ministre autant discrédité le jour même de son investiture. A votre avis, comment expliquer cette défiance ? Est-elle seulement due à l'équipe présentée ou recouvre-t-elle un rejet plus systémique ?



Gérard

Je pense qu'il y a les deux. La nullité crasse du personnel politique est largement démontrée mais il se passe quelque chose de plus profond dans la société. C'est ce qu'il s'est passé récemment avec les paysans. Il me semble qu'il y a quelque chose qui a changé, une espèce de prise de conscience sur le registre « ça ne peut plus continuer comme ça ».

On connaît depuis 2008 une dégradation continue. Notre génération avait espoir que nos enfants continueraient à bénéficier de l'ascenseur social et maintenant c'est de plus en plus hypothétique. La crise financière de 2008 a été un coup de frein et depuis (élection de Sarkozy-NDLR) c'est un coup de frein et un ascenseur social en panne. Nos enfants vivent plus mal que nous.



Sami

Concernant la question qui nous a été posée au début je dirai les deux mon capitaine. Je pense que c'est lié à la nullité de la classe politique mais paradoxalement je préfère quand ils sont nuls car là ils ne peuvent pas camoufler leur hypocrisie et s'ils ont une excellence c'est d'arriver à faire ce qu'ils font.

Leur objectif est de faire passer pour des mesures pas trop dégueulasses des mesures scandaleuses. C'est ça leur talent. Les choix faits par l'E.N provoque une grande colère chez les enseignants (groupes de niveau, tri des élèves). Ils reprennent ce qui se faisait avant les années 60 et l'assument. Ça révèle quelque chose de plus profond. On peut toujours aller plus loin

et la corde peut toujours se tendre davantage. Les objectifs de ceux qui nous gouvernent c'est de nous faire oublier ce qu'on subit ou que les gens pensent qu'ils sont eux-mêmes responsables de ce qu'ils subissent.



Joëlle

On était persuadé qu'en travaillant les mobilisations, on arriverait à faire reculer le pouvoir. Puis il y a eu une grande période d'endormissement et il y a eu un moment me semble-t-il où la contradiction entre les intentions déclarées par les puissants et la réalité a fini par faire de puissantes mobilisations, par exemple les mobilisations sur les retraites et pourtant on n'a pas gagné. Il y a des prises de consciences qui se font mais peut-être qu'elles se font trop secteur par secteur. Il y a encore trop de fatalité par rapport à un changement global. En fait pour pouvoir faire pression sur le Pouvoir, il faut qu'il ait peur et pour cela il faut qu'il y ait un projet politique alternatif, c'est-à-dire un projet qui non seulement fédère tous les mécontentements mais qui les mette en cohérence, c'est-à-dire que ça ne soit pas juste une juxtaposition de revendications et de mécontentements mais qu'on arrive à tisser des liens entre tout ça.

Ce qui est vraiment à l'ordre du jour c'est la construction d'un projet politique global, clairement comment faire pour détruire le capitalisme ?

Pierre

Vous avez été deux à évoquer la nullité du personnel politique. Un rapide coup d'œil sur la préparation des élections américaines ou sur ce qui s'est passé en Italie ou ailleurs, soit vrai-

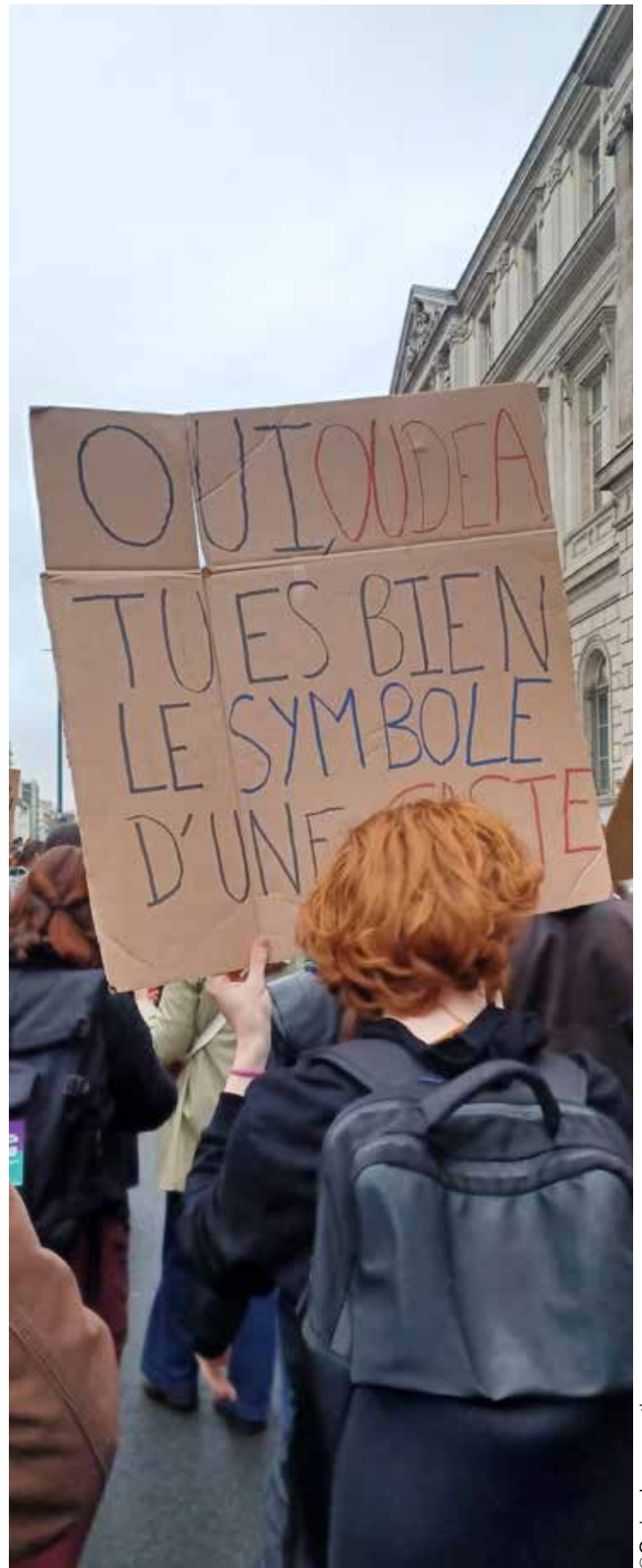
ment on n'a pas de bol, parce qu'on tombe régulièrement sur des connards, soit il y a quelque chose de plus systémique.



Laurie

Au-delà de leur nullité effective, pour moi il y a aussi le côté « il n'y a plus de vernis » ; donc là ils elles pour le coup se sentent complètement légitimes à être là. Au-delà de me dire que c'est vraiment à l'opposé de toutes les valeurs qu'on peut défendre, ça me questionne sur comment c'est possible qu'avec de tels degrés d'incompétence sur le terrain, ils et elles puissent se maintenir sans que ça pose aucun problème. Et du coup ça vient questionner pour moi le comment ça se fait qu'il y a ce sentiment de légitimité qu'on n'a pas nous collectivement dans nos réseaux militants et qu'on a du mal à avoir quand bien même on défend des valeurs de justice sociale, d'égalité bien plus importantes. Et du coup je ne sais pas si c'est une question de nullité, c'est pas seulement chez nous, c'est pas depuis deux ans, il y a bien la question que quand même -comme tu le disais tout à l'heure- il n'y a pas suffisamment de peur de leur côté. ●

**Il n'y a pas
suffisamment
de peur de leur côté**





© Ceriseslacooperative

LE SYSTÈME REPRÉSENTATIF À BOUT DE SOUFFLE ?

Vue l'expérience des dernières décennies, pensez-vous qu'on peut continuer à déléguer sa confiance aux modes du système représentatif ?

Sami

Les questions soulevées, nous permettent de voir comment nous organiser à nos échelles, déjà nous-mêmes et puis après de faire le lien avec une échelle territoriale plus grande. Je ne suis pas convaincu que ce soit une échelle plus qu'une autre qui soit la clé. Clairement ce n'est pas le système institutionnel tout seul qui va changer les choses, par contre ce n'est pas une organisation autonome locale qui permettra de remettre en question les problématiques nationales. Je penche plutôt sur agir à nos échelles, et en même temps tisser des liens pour les élargir. Un peu comme ça s'est fait avec la sécurité sociale. Il y avait déjà des organisations qui existaient en local puis la loi a permis de la généraliser à tout le monde. Je crois assez à ce modèle.

Sylvie

On a pu entendre en salle des profs : « putain on n'en a encore pour trois ans à en chier ». Autrement dit la seule perspective c'est un hypothétique changement de gouvernement.

Cela renvoie l'alternative à l'alternance politique, à la possibilité de gagner aux élections. Nous savons tous ici que cela ne va pas fonctionner ainsi ! Je m'interroge : même s'il y a des ques-

tions qui fâchent, si nous ne les posons pas, nous ne parviendrons pas à dénouer les obstacles au développement des luttes.

Alex

Cette espèce d'envie de se reposer en vue d'une prochaine élection, se retrouve un peu partout. Peut-être « qu'ils » ont tellement joué sur notre individualisme, que nous sommes tombés dans une forme de paresse. Ce que disait Laurie sur les jeunes me redonne de l'espoir : si les jeunes tentent de tenir des AG qui font plus attention aux autres, qui sont ouvertes au fait de ne plus avoir quelqu'un qui va déverser LA Parole...

Dans les associations, je me suis heurtée à des gens qui avaient envie d'une hiérarchie et si quelqu'un prenait une place qui ne lui était pas attribuée, il/elle se faisait rembarquer. Il y avait une petite lutte interne de pouvoir. Cela se retrouve sur le terrain politique mais aussi sur le terrain associatif. Si les jeunes commencent à agir différemment, tant mieux !

Pierre

Vous avez évoqué d'aller jusqu'à la loi. Aujourd'hui on est citoyen le temps passé dans un isolement pour désigner à qui obéir ensuite. Est-ce que la citoyenneté ce n'est pas de se saisir des enjeux, des propositions, sans attendre que cela vienne d'en haut, que cela vienne d'une organisation ou d'experts ?

Joëlle

Quand les gens disent : dans 3 ans on aura les mêmes, à la limite ce n'est pas grave, si nous, on n'est plus les mêmes. N'atten-

Prendre vraiment le pouvoir, collectivement, doit se préparer dans nos pratiques



dans pas d'en haut les réponses mais créons les nous-mêmes. Ne nous reposons plus sur : un « bon » gouvernement, un syndicat, une association. Soyons directement partie prenante de l'élaboration. Pas simple : on a eu des décennies de dressage à la délégation de pouvoir,

Prendre vraiment le pouvoir, collectivement, doit se préparer dans nos pratiques et notamment, de cesser de parler à la place de.

Laurie

Je bosse dans un bahut à Rennes. La plupart des gamins vivent des situations défavorisées. Notre posture à leur égard m'interroge. Elle est souvent condescendante et peut-être encore plus envers leurs parents. Bien sûr, c'est compliqué d'aller les chercher mais on a besoin d'être ensemble ; rien ne se fera sans eux. On accepte aussi trop que nos élèves subissent des dispositifs qui sont une assignation permanente à être étiquetés.

Gérard

La société accepte de moins en moins ce qui tombe tout fait d'en haut. Quant aux partis politiques, il n'y a plus rien. Ils pêchent des idées puis ils en font un catalogue pour les élections. Les principales discussions en leur sein, sont sur les stratégies électorales. Je suis tout-à-fait d'accord sur le système représentatif, une minute de citoyenneté tous les cinq ans, c'est un peu limité ! Après, il faudra bien qu'à un moment, ça passe par un vote à l'Assemblée Nationale.

Sur la sécurité sociale de l'alimentation, il y a des réseaux. Ils ont déjà la clé pour nous donner la solution à tout. Tout ce qu'ils font est dans un objectif qui ne laisse pas de place à la démocratie, en vrai. Officiellement, si, mais en vrai, non. Je leur ai dit, un jour : « vous êtes en train d'essayer de mettre en place un projet démocratique d'une façon totalement non démocratique. » Et le mec ne m'a pas répondu. Alors que je suis 100 % d'accord avec eux, je pense qu'à cause de la méthode, leur truc ne tient pas la route. A partir du moment où ils considèrent qu'ils ont la clé, ils l'imposent aux autres, là je ne suis plus d'accord. Des fois, je peux retrouver ces tendances-là chez des féministes, par exemple.

Daniel

Je rejoins Joëlle sur l'idée qu'il fallait qu'on crée des réponses nous-mêmes, et qu'on n'attende pas qu'elles viennent d'en haut. Ça soulève la question du peuple souverain, du peuple législateur. Cela s'est posée en 1848 et lors de la Commune de Paris. Toutes deux écrasées dans le sang. Puis il y a eu une tentative avortée en 1917 en Russie Soviétique où le parti bolchevique a mis fin aux conseils ouvriers dans les usines. Aujourd'hui, les municipalités gérées par des gens dits de gauche – écologistes, PC, PS – ont peur du peuple. Ils ne font rien dans leur pratique pour que l'élaboration des politiques municipales soit une élaboration collective. ET aussi dans toutes les luttes, les syndicats, n'ont jamais associé, concernant les choix à faire, les usagers pour en faire un combat commun. Les syndicalistes considèrent qu'ils détiennent les bonnes réponses, sans prendre en compte



ce qui pouvaient être exprimés par les usagers. Pour autant, ils ont une expertise, qui peut être sacrément utile, mais on ne fait pas avec l'usager.

Pierre

Je ne crois pas non plus à la spontanéité. Saisir la réalité, se fait comme un puzzle. Tout le monde n'a pas les mêmes pièces, mais beaucoup de gens en ont. On le voit dans des AG de personnels en lutte. Trop souvent syndicat ou parti politique n'embrayent pas sur ce qui ne vient pas de lui. Alors que la capacité d'analyse des gens quand ils parlent d'eux est frappante.

Daniel évoquait 1848 et la Commune, je vais prendre une autre référence : la Constitution de l'an 2, -ça a duré deux ans - c'étaient les comités locaux, au niveau du canton si on veut, qui travaillaient sur des propositions, et les représentants étaient des commissionnaires -c'était le terme utilisé - avec mandats impératifs. Et ça marchait.

Daniel

Nos élus devraient être nos commis !

Alex

Je veux revenir sur une difficulté. J'ai été dans des AG autour de squats à Rennes, et j'étais proche des communautés exilées, et il y a un problème sur le fait de donner la parole aux communautés, parce qu'elles ne se sentent pas toujours légitimes à le faire. Il y a aussi la peur d'apparaître. Un gars qui s'était porté volontaire pour parler devant un groupe de français, dont le préfet, au dernier moment, m'a dit qu'il ne pouvait pas, parce qu'il voulait rester anonyme. Il avait peur. Ça s'est terminé par une lettre que j'ai traduite puis dite. Donc c'est moi qui ai porté la parole à sa place ; moi qui ne suis pas exilée !

Sylvie

Il y a du boulot à faire dans nos organisations : quand des gens décident de se mettre en mouvement mais pas dans les formes habituelles des mobilisations sociales ils ne sont pas reconnus dans leur action. Je pense aux Gilets Jaunes qui ont trouvé des formes de politisation différentes de ce qu'on fait d'habitude et qui n'ont pas été tout de suite reconnus. Même s'il y a eu avancées et c'est maintenant qu'on en reparle.

Gérard

La démocratie. C'est un horizon. Pour l'instant ça recule au fur et à mesure qu'on avance. Il y aura toujours des gens qui auront du pouvoir sur d'autres par la parole, par le savoir par de multiples canaux possible et imaginables mais n'empêche qu'il faut aller vers plus d'horizontalité, c'est cela qui est émancipateur. Démos Kratos. Dans la politique les armes ce sont les mots. Avec l'industrialisation et le salariat le peuple a été soumis. Cela a imbibé toute la société. Prenons l'hôpital : on a mis en place en 46 un hôpital qui est formidable mais sur un mode militaire, il y a un chef qui commande les autres obéissent, et 10 ans avant la retraite ma femme (sage-femme - NDLR) s'est mise en libérale et là je peux vous dire qu'elle revenait le soir du boulot avec la banane.

Pierre

Gérard et Daniel disent que la gauche ne reconnaît pas le peuple : les partis sont enfermés dans des logiques institutionnelles, dans la course au pouvoir d'État. Je sors d'un parti (le PCF) on ne peut pas dire qu'il ne parlait pas du peuple mais c'était pour qu'il ne nous soutienne pas pour qu'il invente et fasse lui-même. Je ne dis pas qu'il suffit de dire Yaka pour que ça se fasse, c'est d'abord ça la politique. ●



© Ceriseslacooperative

Se poser soi-même comme entité politique

LÉGITIMITÉ

La conception macroniste de la représentativité – qui semble légitimer toute décision, quelle qu'elle soit, au prétexte que le vote « a parlé » - pose la question du sens du terme « légitime ».

Le Robert pose trois définitions :

1. Reconnu conforme au droit.
2. Reconnu conforme à l'équité.
3. Qui est justifié par le bon droit, la raison, le bon sens.

Ainsi parle-t-on d'une colère légitime, ou comme le dit Joëlle, de « se sentir légitime ». Laurie s'interroge :

« Comment ça se fait qu'il y a ce sentiment de légitimité (malgré la nullité du gouvernement), qu'on n'a pas nous, collectivement, dans nos réseaux militants, et qu'on a du mal à avoir, quand bien même on défend des valeurs de justice sociale, d'égalité, bien plus importantes ? »

D'où vient donc l'impression d'illégitimité que ressentent ceux qui défendent de vraies valeurs ? Les invités du dossier ont plusieurs hypothèses.

Gérard part de l'exemple de son quartier rennais, « Après ma retraite, je suis venu m'installer à Rennes. Je ne suis pas dans un quartier prioritaire, mais juste de l'autre côté de l'avenue, ce



sont des quartiers prioritaires, mais vraiment prioritaires, c'est 89 % de taux de pauvreté. » « Tous ces gens que je connais un peu – doucement, c'est très long à connaître, il y a un choc des cultures, quand-même – au bout de huit ans, je les sens quand-même, comment dire... empêchés. Ils ne s'autorisent pas. » Le problème ? Le quartier est délaissé par les autorités. « Il y a quelques années, j'aurais pas cru, mais aujourd'hui, c'est pas que je le crois, c'est que je le sais : la police a laissé sciemment des points de deal s'installer. Voilà. Avec l'appui du procureur, qui l'a quasiment dit. Donc des choses comme ça, si ça change, ça laisse déjà une petite marge à ces gens-là, pour pouvoir accéder à la citoyenneté. Parce que on est toute la journée dans son appartement, en disant à ses gamins : « Tu vas pas descendre en bas, parce qu'en bas, il y a le dealer », ça favorise pas trop la citoyenneté... »

Le mot est prononcé : le problème, c'est de **se sentir « citoyen » à part entière**. C'est ce qui permet de **se sentir légitime à faire entendre sa voix**.

Quand on est exilé, par exemple, comment se poser soi-même comme entité politique ? Pour les exilés, il s'agit d'abord d'une peur de se faire entendre, mais aussi de résoudre des problèmes plus immédiats – ce que Maslow classe dans sa pyramide parmi les « besoin de base » : les besoins physiologiques et le besoin de sécurité. Ce qui peut mener à une incompréhension politique avec certains militants. « A un moment, dans un squat, l'AG réunissait à la fois des exilés et des bénévoles, qui venaient pour aider mais aussi parce qu'ils

étaient dans la lutte, et en fait, il y avait une incompréhension parce que les exilés venaient pour résoudre les problèmes concrets du squat dans lequel ils vivaient, et il y avait des gens qui venaient pour avoir des réponses plus politiques. » (Alex). Les exilés sont donc confrontés à un double problème : celui de la citoyenneté, et celui de la gestion immédiate de leurs besoins de base. Et parler, c'est se mettre en danger.

Autour de l'école, le combat est le même. « Les gens qui vont le plus souffrir de ces groupes de niveaux, ce sont des parents qui n'osent pas se faire entendre non plus. Parce que qui on va avoir dans nos groupes de niveau faible ? Des enfants qui ne maîtrisent pas bien le français, parce qu'à la maison on parle une autre langue, qu'ils soient français ou pas, d'ailleurs, qu'ils soient nés en France ou pas ; des enfants d'un niveau social plus défavorisé, parce qu'ils n'ont pas les codes culturels autour de l'école, et les enfants en situation de handicap. (...) Et en fait, les parents de ces enfants-là, on ne va pas les entendre. Ils ne vont pas être avec nous. Parce qu'ils ne se sentent pas aidés par l'école. A cause de cet ascenseur social qui ne fonctionne plus depuis longtemps. »

Pourquoi ces personnes ne se sentent pas légitimes à se faire entendre sur l'école ?

L'école elle-même, dit Laurie, tend déjà à enseigner aux enfants une forme de soumission au système. « Je bosse dans un bahut à Rennes, avec la plupart des gamins qui vivent des situations défavorisées. Ça m'interroge aussi beaucoup,



© Cerisesla cooperative

notre posture à nous, je pense qu'il y a aussi une grosse autocritique à faire de notre côté - sans se flageller, mais quand même - parce qu'on a aussi une posture très condescendante par rapport à nos élèves, parfois, et peut-être encore plus par rapport aux parents de nos élèves. C'est peut-être pour ça que c'est compliqué d'aller les chercher pour faire du lien avec eux et avec elles, sur « on a besoin d'être ensemble sur cette question-là parce que ça ne va pas se faire sans vous, le mouvement qu'on essaie d'initier ». Parce qu'en même temps, on accepte aussi au quotidien que nos élèves subissent vraiment beaucoup de dispositifs qui sont une assignation permanente à être étiquetés comme gamins des milieux défavorisés. ».

Sylvie fait le même constat : quand les élèves essaient d'intervenir auprès de collègues, on les renvoie à la forme de leur intervention – parfois maladroite, voire agressive – plutôt que de valoriser leur prise de position : « Ce que je suis en train de dire là, c'est très difficile à dire dans la salle des profs, très difficile à dire. J'ai envie de dire aux collègues : vous avez envie de quoi, d'avoir des élèves qui sont des carpettes ou vous voulez des élèves qui apprennent, qui s'émancipent, qui essaient de faire les choses, même s'ils le font maladroitement. Apprenons-leur à faire les choses dans les formes et dans le respect des rapports humains, plutôt que leur demander d'être aux ordres. »

C'est également, souligne Sylvie, ce qui a permis de délégitimer le combat des Gilets Jaunes. « Il y a du boulot à faire

dans nos organisations, car quand les personnes les plus précaires et les plus exploitées décident de se mettre en mouvement mais pas dans les formes habituelles des mobilisations sociales, elles ne sont pas reconnues dans leur action. Je fais référence à la question des Gilets Jaunes qui ont trouvé des formes de politisation différentes de ce qu'on fait, nous, d'habitude, et qui n'ont pas été tout de suite reconnus - même s'il y a eu des tentatives, des choses qui ont avancé, il n'y a pas eu la reconnaissance de la légitimité de leur lutte. » Comme les enfants, nous restons soumis à l'institution, à une dictature de la forme à adopter. « Ce n'est pas simple, dit Joëlle, parce qu'on a eu des décennies et des décennies de dressage à la délégation de pouvoir, que ce soit la délégation de pouvoir avec la démocratie représentative, ou que ce soit vis-à-vis des responsables syndicaux ou des responsables associatifs. »

La solution, selon Laurie : aller chercher ceux qui ne se sentent pas légitimes, plutôt que d'attendre qu'ils viennent au militantisme. « La première des démarches, c'est que ce soit nous qui sortions de l'école et que ce soit nous qui allions rencontrer ces familles. Ce n'est pas elles qui vont venir, elles ne se sentiront pas légitimes à rentrer dans les murs de l'école pour venir discuter avec nous et entendre une espèce de bonne parole. »

Aller au contact, donc, pour écouter, rencontrer, motiver. Inclure. ●

COMMENT INVESTIR LE CHAMP DES SOLUTIONS ?

Joëlle pose les pierres fondamentales de la construction d'une alternative éclairant ce qu'il faut dépasser, suggérant ce qu'il faut construire

« Il y a des prises de conscience mais demeure la fatalité quant à un changement global. Faire pression sur le pouvoir, qu'il ait peur et pour cela il faut qu'il y ait un projet politique alternatif, c'est-à-dire un projet non seulement fédérant tous les mécontentements mais les mettant en cohérence, [...] ni juxtaposition de revendications et de mécontentements mais tisser des liens entre tout ça... Mais l'ordre du jour c'est la construction d'un projet politique global, comment détruire le capitalisme ? »

Gérard « On peut décrire tout le mal qu'on nous fait, il faut qu'il y ait un programme, ou plutôt une idée politique qui joigne tout le monde. »

Evoquant les formes d'action des Soulèvements de la Terre, Laurie lance des pistes de militance et de pluralité de l'action construisant de l'unité tout en conservant la richesse de la diversité :

Les comités des Soulèvements de la Terre à Rennes, c'est beaucoup de jeunes, de 20-25 ans. Il n'y a pas ce côté on arrive, on sait mieux que les autres. Non, on se met en lien avec des gens qui sont déjà sur le terrain, qui sont déjà sur ces problématiques. Ça fait longtemps que je n'avais pas vu un fonctionnement qui me convenait autant. Dans la façon de mener les AG, il y a une vraie réflexion sur l'horizontalité, sur la façon de mener les débats, une vraie prise en compte des autres..

Pierre : « à qui profite le crime » :

Perdu pour tout le monde ? On retombe sur la notion de système. Et si on retombe sur la notion de système, ne peut-on trouver des convergences, des points communs. Ni tout fait, ni descendant d'en haut, mais recoupant les intérêts des agriculteurs, des ouvriers, des enseignants, des soignants ... Ce que Laurie a décrit n'est-ce pas le début d'une autre définition de « qui fait de la politique » ?

Créer des réponses nous-mêmes

Pierre : la bataille des retraites ... ce qui a manqué ?

La protestation n'a pas manqué, l'intervention publique n'a pas manqué. Les seuls qui ont porté des idées précises quant aux financements des retraites sont ceux qui voulaient casser le système des retraites et qui n'ont jamais évoqué par exemple que 147 milliards d'€ étaient à ce moment distribués en dividendes à ceux qui ne cotisent à rien et ne payent pas d'impôts. Personne ne s'est saisi de ça, aucun syndicat, aucun parti de gauche !

Additionnant les 2 remarques, notion de citoyenneté et ce qu'il manque à beaucoup de luttes, n'interrogerions-nous pas ce qui est une redéfinition du mot politique de manière concrète ? Pas dans un discours général mais dans quelque chose qui peut être, au fur et à mesure, pas du jour au lendemain, mais à portée de main d'une partie importante de la population.

Sami : je ne suis pas à tout à fait d'accord sur le fait que la question de l'argent n'a pas été évoquée,

j'ai l'impression que là-dessus cela a percé le mur, les milliards qui sont disponibles et il n'y a plus beaucoup de personnes à défendre le fait qu'il faille nourrir les multinationales. Par contre une fois qu'on a dit ça, cela ne bouge pas, parce qu'il faut bloquer leurs intérêts pour qu'ils bougent. Ils ont perdu tout le consentement, comme le montrent les votes au Conseil supérieur de l'éducation, les multiples 49-3, donc il faut imposer nos choix. Il faut faire notre autocritique syndicale sur le mouvement des retraites, on ne s'est pas posé pour se dire ce qu'on fait depuis des années, cela ne marche pas qu'est-ce qu'on peut faire d'autre et je suis assez sceptique sur le fait que cette réflexion vienne du niveau national. Je pense plutôt que c'est les différentes actions locales et les différentes interactions qui vont se faire avec les syndicats, les associations, les soulèvements de la terre et autre qui vont pousser au niveau national à acter qu'il faut aller vers certaines autres actions.

Joëlle : le changement à espérer n'est pas celui des puissants mais celui des combattants ...

Pas simple on a des décennies de dressage à la délégation de pouvoir, que ce soit la délégation de pouvoir avec la démocratie représentative, ou que ce soit vis-à-vis des responsables syndicaux ou des responsables associatifs etc.

Daniel se reconnaît dans le propos de Joëlle

Il faut créer des réponses nous-mêmes, sans attendre qu'elles



© Ceriseslacooperative

viennent d'en haut. Ne soulève-t-on pas là alors la question du peuple souverain, et du peuple législateur ?

Pierre après Joëlle, « nous devons nous changer nous-mêmes, ne pas attendre des réponses, mais les créer

Les forces démocratiques doivent dire non, alors que les forces réactionnaires proposent. Celui qui n'a que le « non » pour combattre, certes n'a pas perdu d'avance, mais il est mal barré. Pourquoi le « non » ne changerait pas de camp ? Pourquoi ne serait-ce pas un peu au tour des forces démocratiques, de commencer à proposer quelque-chose, et au tour des forces réactionnaires de dire non ?

Retraites, 147 milliards (distribués en dividendes durant la bataille des retraites), on disait que 13 milliards les paieraient, j'aurais souhaité du plaisir à la force qui aurait dû dire « non, non, il faut laisser les 147 milliards intacts et rallonger l'âge de la retraite ! »

Inventer, créer se changer soi même

Laurie à propos des groupes de niveaux

Pour beaucoup de parents cela permet de prendre en compte les difficultés de chacun chacune. Pour montrer à tout le monde que ce n'est pas l'objectif réel il va falloir sortir de l'école, si on fait une réunion dans les murs, on aura toujours les mêmes parents très en connivence avec le fonctionnement de l'école, et du système scolaire. La première des démarches c'est que ce soit nous qui sortions de l'école et que ce soit nous qui allions rencontrer ces familles

Sylvie : repérer les avancées

Toutes les organisations n'ont pas réagi sur le même mode face aux luttes des gilets jaunes. A la CGT les choses seraient différentes aujourd'hui si le mouvement des gilets jaunes émergeait maintenant. Ainsi la CGT a posé récemment : il faut créer des ponts avec les paysans qui sont en lutte avec

toutes les contradictions qu'il pouvait y avoir avec la FNSEA . L'idée est la suivante il y a mouvement, il y a lutte, il y a des revendications qui sont justes et il faut créer des ponts.

Pierre... Inventer, en renonçant à ce que le mouvement social sait faire depuis un siècle, les derniers acquis via ce type de méthode remontent à 1968... !

Les Nuits debout... après elles plus rien, puis interviennent les gilets jaunes mais bénéficiant déjà de l'expérience des Nuits Debout ! Elles s'étaient passées de l'autorisation des syndicats et des partis politiques pour se mobiliser. Puis arrêt dans les conditions qu'on connaît... Vient alors le mouvement de la SNCF, on a évoqué une « giletjaunisation » à la SNCF, se passant des syndicats pour transmettre leur préavis de grève. Nouvel arrêt ! Émerge le mouvement des retraites et à présent le mouvement des agriculteurs qui s'est un peu inspiré au-delà des positions des organisations syndicales, du moment gilets jaunes... On peut s'interroger : les partis ne sont-ils pas enfermés dans des logiques institutionnelles, dans le microcosme de l'État, dans la course au pouvoir d'État. Il nous faut réfléchir : comment les mouvements produisent-ils du politique ?

Répression, une pratique en développement ...

Laurie : Quand les mouvements sont forts il y a recul, il n'y a pas eu de dissolution des soulèvements de la terre, c'est lié à l'énorme adhésion populaire. Mais il y a beaucoup d'inculpations individuelles, des militants se retrouvent très isolés, mais les soulèvements s'organisent sur comment réagir quand il y a répression.

Sami: Est-on efficace ? Dissous ou violentés, c'est quasi un critère d'efficacité, nous mettons [mettre] leur système en danger, ils nous le font payer ! Comment se protéger ? Quelle protection juridique, être plus armés. Comment s'organiser pour des actions un peu directes, impactantes : la répression sera très forte ! C'est un impensé du monde syndical ... ●



IL FAUDRA INVENTER

Avant toute chose permettez-moi de couper court à l'idée que les Français semblent indifférents à la situation politique. Au contraire les mouvements sociaux depuis les gilets jaunes et déjà avant démontrent une attention, une sensibilité aux événements politiques qui se succèdent. **Notre peuple est un peuple politisé.** Il se passionne, il discute, il se dispute aussi sur chaque événement. Nous venons de le vérifier avec récemment le vote de la loi immigration et ces jours-ci avec les conflits des agriculteurs, celui des cheminots et des personnels de santé. La bataille parlementaire sur la réforme des retraites a mobilisé des centaines de milliers de salariés, de retraités, de jeunes, preuve de l'engagement partisan. Ceci étant dit, nous percevons un décalage, un abîme, une contradiction entre d'une part cet appétit de débats, de confrontations, d'actions et le refus grandissant de participer aux élections institutionnelles, politiques ou syndicales. C'est un sujet préoccupant. J'y reviendrai dans la discussion.

La nomination du nouveau gouvernement traduit bien cette situation. Son désaveu immédiat, sa contestation générale ne sont pas le signe d'un mouvement d'humeur mais traduisent un ras le bol à l'égard d'une gouvernance qui ne répond pas aux attentes du pays, qui contrarie la majorité des citoyens, qui pénalise les gens en difficultés tout en privilégiant les intérêts des plus fortunés. Les citoyens ont acquis de l'expérience en plus de six ans. Macron peut parler, plus grand monde n'écoute. D'autant qu'il nous a habitué à faire le contraire de ses annonces. D'où la poursuite du mouvement des agriculteurs malgré les pressions de la FNSEA pour

les inciter à stopper leur lutte. Gouverner à coups de 49/3 à répétitions indispose non seulement les opposants historiques mais aussi une majorité d'électeurs macronistes qui refusent l'effacement de l'Assemblée Nationale et le pouvoir ultra personnel du président. Je pense que le mouvement des gilets jaunes a été le premier coup de boutoir massif contre cette forme de présidentialisation du pays. Suivi du mouvement contre la retraite à 64 ans, des luttes climatiques et environnementales, des révoltes des jeunes des cités et des agriculteurs. **Le pays s'oppose à cette politique et ce mouvement ne peut que grandir car la politique menée par Attal et son gouvernement va mécontenter d'autres catégories de travailleurs.** Le problème étant la traduction politique. Le mouvement de politisation sociale va-t-il se poursuivre dans les urnes ?

Vous me demandez s'il faut déléguer sa confiance au système représentatif ? Ma réponse sera une réponse de normand. Non et Oui. Le système actuel ne répond plus aux aspirations. Des pans entiers de la société sont absents des lieux de décision, les lieux décisionnels sont éloignés de la population, les gens n'ont pas de prise sur les décisions qui les concernent. La démocratie est bafouée. Les assemblées élues ne sont pas respectées, pire elles sont ignorées, complètement écartées. Ce qui se passe à l'assemblée nationale en est la caricature. Mais peut-on éviter la représentativité ? Interminable questionnement ! Je crois difficile de s'en passer. **Faudra bien trouver des formes nouvelles de participation, d'implication individuelle corrélées à la représentation des groupes,**

des forces agissantes. Élire des représentants, c'est toujours en dernier ressort ce qui traduit le niveau démocratique d'un pays. Un pays sans élection est une dictature ou un chaos régi par le droit du plus fort.

Ce qui est questionné, c'est le mode d'élection. Qui vote ? Comment on vote ? Quel type de vote ? Il est évident que l'on ne peut se satisfaire du vote d'une minorité comme nous le voyons en France aujourd'hui. **En gros, les électeurs représentent les classes aisées. Les plus pauvres, les dominés, les déclassés sont souvent les plus abstentionnistes car ils se sentent comme abandonnés par la société.** Pourtant c'est eux qui subissent le plus les réformes inégalitaires et qui devraient investir le combat démocratique

électoral. Les gilets jaunes l'ont illustré. Pourtant les mêmes ont politisé au maximum leur action en s'en prenant directement au Président de la république, ciblant ainsi le principal responsable de leur situation. Problème, beaucoup d'entre eux se sont abstenus lors des élections présidentielles et législatives laissant ainsi Macron aux commandes du pays. Qu'est-ce qui cloche ? Les partis de la gauche, les syndicats n'ont pas pris la mesure de la détresse populaire, des colères qui montent, du feu qui couve. **Depuis, ces partis courent après le mouvement social sans en faire partie. C'est un vrai problème. Mouvement social, mouvement syndical, partis politiques devraient agir de concert.** Pour défendre les aspirations et pour porter des solutions aptes à coaguler l'action. Et le faire ensemble. Ce serait une première réponse positive je le crois.

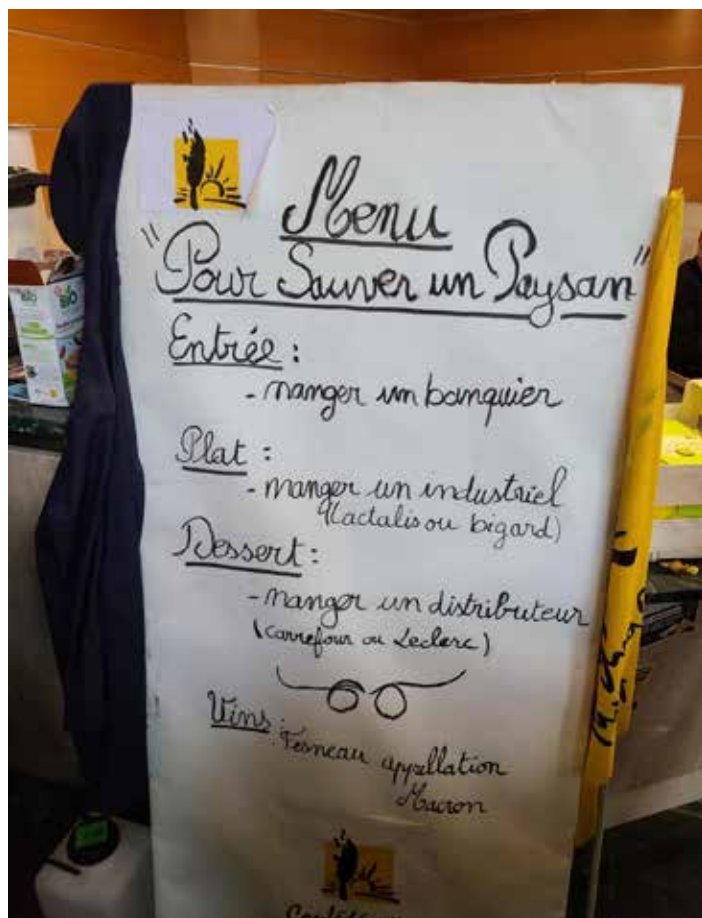
Les partis sont-ils à bout de souffle ? Sous la forme partisane, probablement. Sous la forme mouvement englobant les sensibilités, les individualités, je pense que leur rôle n'est pas terminé. **L'aspiration autogestionnaire a beaucoup progressé durant ces décennies.** Chacun d'entre nous souhaite se prendre en mains, s'approprier son cadre de vie, maîtriser davantage ses sentiments, son corps, ses pensées. **Un mouvement tel que je le conçois doit pouvoir intégrer ce désir individuel avec la nécessité d'une action coordonnée, disciplinée, cohérente, efficace. Ce qui demande une immense liberté individuelle au sein du collectif.** Ce n'est pas incompatible à condition qu'un effort d'éducation soit effectué dans le même temps. Le mouvement doit impulser les latéralités nécessaires pour regrouper des forces jusque là hostiles à l'embrigadement des partis. La forme parti me paraît trop rigide, verticale, centraliste pour assumer une telle façon de structurer l'organisation. ●

JOSÉ
ESPINOSA



Nous souhaitons prolonger le débat et lever les obstacles au passage des luttes à la politique. D'accord, pas d'accord, vous avez envie de réagir ?

Envoyez vos contributions à : contact@ceriseslacooperative.info





Paroles de visiteurs/ses de prison

Propos recueillis par Pierre Zarka

Le cadre d'intervention des visiteurs interviewés est le Centre pénitentiaire (CP) de Varennes Le Grand en Saône et Loire. Cet établissement a une capacité d'accueil de près de 400 détenus, exclusivement des hommes.

En janvier 2024, on dénombre dans les prisons françaises près de 76 000 personnes détenues pour 61 767 places. Les visiteurs rencontrés adhèrent à l'Association Nationale des Visiteurs de Personnes sous main de justice. Celle-ci se décline en sections départementales au sein desquelles sont proposées formations et échanges d'expériences aux 1200 visiteurs.

Josette, Jean, Marie-Pierre, Bernadette, Pierre, Philippe, Catherine nous apportent leurs témoignages.

Quel regard portez-vous sur les détenus ?

Les réponses fusent et convergent toutes dans le sens de contribuer à une resocialisation des détenus, une humanisation de la prison.

Pour Josette « Le détenu est une personne ».

Pierre : « On ne peut pas réduire une personne à un de ses actes, quel que soit la gravité de cet acte ».

Catherine : « Un jeune détenu chinois m'a déclaré un jour : les humains ont tous un cœur. Beaucoup nous font sentir qu'ils ne sont pas ce qu'ils ont fait, même si tout les y ramène ».

Les uns et les autres soulignent que tout en étant sans complaisance aucune pour l'acte commis, il faut noter que l'incarcération est une cascade de moments difficiles à vivre pour l'inculpé : le jugement, l'annonce de la peine, la privation de liberté...

Bernadette : « Les détenus ont très souvent des vies bien cabossées dès la petite enfance et cumulent un manque d'affection, des ruptures familiales, professionnelles, sociales, aggravées par la prise d'alcool, de drogues qui atteint leur santé ». **Il ne s'agit ni d'excuser, ni de juger mais de prendre en compte leurs parcours pour les aider à retrouver une certaine confiance en eux, et en quelque sorte, contribuer à préparer leur sortie et limiter les risques de récidive.**

Marie-Pierre : « Nous cherchons à pallier la solitude du détenu. Nous tentons d'être pour lui une petite femme sur la vie ».

Jean : « L'incarcération entraîne la perte des repères sociaux mais pas seulement : une question revient : quel jour on est ? ».

Pierre : « Ils perdent même les réflexes devant une porte : comment l'ouvrir ou la fermer ? Leur dire à la semaine prochaine aide à retrouver le rythme de la vie ».

Philippe : « Ne devrait-on pas se poser les questions suivantes : pourquoi certains en sont arrivés là ? Que font certains d'entre eux dans ces murs pour de si courtes peines ? Y a-t-il donc si peu d'alternatives à l'incarcération... ». En résumé, n'est-il pas trop demandé à l'institution carcérale au vu des moyens mis en œuvre ?

Comment s'organise la première rencontre ?

Sur proposition du service pénitentiaire, des détenus nouvellement incarcérés sont rencontrés par Jean au Quartier des arrivants, qui les informe du rôle du visiteur. Le plus souvent les détenus intéressés sont ceux qui ne recevront que peu ou pas de visites de leurs familles, d'amis... C'est dans ce contexte que les visites hebdomadaires s'installent pour des durées variables : quelques semaines, mois, années... L'interlocuteur privilégié du visiteur au sein du CP est le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP). Josette assure la coordination au sein de l'équipe de visiteurs et les relations avec l'institution.

Quel regard sur votre activité ? Qu'est-ce qui se passe ?

Philippe : « Il n'est pas rare d'entendre cette question : Mais pourquoi venez-vous nous voir ? À laquelle je réponds : je souhaite maintenir le lien social avec l'extérieur et tenter d'envisager ensemble un avenir ».

Josette : « On se découvre mutuellement au fil du temps, lui et nous. Il sait que ce qu'il nous dit restera entre nous. Avec la confidentialité vient une certaine confiance. Parfois il arrive que quelque chose s'inverse : l'autre jour le détenu a commencé : oh vous n'avez pas l'air en forme... ».

Pierre : « Ce que vient de raconter Josette est important : habituellement les détenus sont autocentrés. S'ils demandent de nos nouvelles c'est une manière de se dépasser en se préoccupant d'un autre ».

Jean : « Il faut considérer que la violence est un langage quand on ne parvient pas à avoir recours aux mots. Nos rencontres cherchent à apprendre à réutiliser les mots ».

Bernadette : « Au départ, nous ignorons pourquoi ils sont ici. Au fil des rencontres ce sont eux qui se racontent ». Les détenus sont souvent dans le déni de la réalité de leurs actes ou les banalisent. Nous tentons de leur faire reconnaître cette réalité, indispensable pour amorcer une remise en question, donner du sens à leur peine, faire un travail sur soi, participer notamment à des groupes de paroles avec un psy, se soigner etc... ».

Marie-Pierre : « Pour eux la détention, c'est abuser mais je pense à cet ex chef de gang condamné à 11 ans qui a repris des études, a réfléchi sur son comportement et affirme que la prison l'a changé positivement.

Pierre prolonge : « Leur tendance à minimiser la gravité de leur acte est lié à une quête de dignité. Nous cherchons à ce qu'il la trouve autrement ».

Jean : « En effet, dire Monsieur, serrer la main participe à restituer une certaine dignité ».

Tout ce qui contribue à valoriser les capacités des détenus est important pour leur avenir et les aide à retrouver

leur dignité : travail, formations, lecture, sports... Faire en sorte qu'ils ne perdent pas leur temps et leurs vies en prison et qu'ils aient une meilleure image d'eux-mêmes, les préparant au retour dans la société. Leur avenir dépend d'eux et d'eux seuls.

Néanmoins, l'accès au travail reste insuffisant. En 2023, des dispositifs incitatifs ont vu le jour sous forme de contrats avec des entreprises pour créer davantage de postes de travail au sein des prisons. Aujourd'hui, en France, seulement 30% des détenus travaillent, c'était 50% en 2000.

Quid des évolutions constatées ? En abaissant les facteurs de tension, les visiteurs contribuent à l'apaisement au sein de la prison. L'écoute est un rempart contre l'agressivité et la folie que peut engendrer l'enfermement.

La venue des visiteurs devient vite une soupape de décompression. Il arrive assez souvent que des détenus les remercient.

Si la prison à ses effets néfastes : alcool, drogues, violences, paradoxalement pour certains elle leur apporte un accès aux soins physiques et/ou psychologiques.

Et à vous qu'est-ce que ça vous apporte ?

D'emblée tous :

« Être utile à d'autres qui en ont besoin. Sortir de notre propre horizon. Aborder un autre univers qu'est le milieu carcéral et le faire connaître pour le rendre moins effrayant, plus humain.

Echanger nos approches sur des sujets divers : ça nous apporte, nous apprend, nous nourrit.

Partager des grands moments d'humanité, des émotions, des pleurs, des sourires...

Croire apporter une petite contribution, être un petit maillon de la chaîne d'accompagnement »...●



La ferme des Bertrand

Après un premier documentaire, en 1997, Gilles Perret revient filmer, en voisin, les trois frères Bertrand, leur ferme et leur élevage. Il y a 25 ans, ces trois-là laissaient l'exploitation à leur neveu et à sa femme. Aujourd'hui, elle passe la main à son tour.

Chronique paysanne, ce film documentaire montre avec une certaine grâce les gestes du travail paysan, ses évolutions, et les changements qui ont permis à l'exploitation de durer en s'adaptant à son époque. Le sens du labeur est présent en permanence à travers trois générations pourtant bien différentes. L'Europe agricole hurle son mal-être et la sortie de ce film en pleine mobilisation des agricultures française et allemande a certainement contribué au succès de ces premières semaines.

Toute une vie paysanne est ainsi décrite, avec une indéniable tendresse, oscillant entre un pragmatisme parfois fataliste et désenchanté et la confiance dans une ruralité indispensable. Les enjeux économiques et la pression immobilière se conjuguent aux intimités des protagonistes. On regrettera une certaine absence des femmes. Elles méritent un coup de projecteur dans cette épopée paysanne.

● **Patrick Vassallo**

Gilles Perret et Marion Richoux, La ferme des Bertrand, 1h29, sortie le 31 janvier 2024



La Tour d'Amour

La Tour d'Amour est l'un des plus célèbres romans de Rachilde. Rachilde est le pseudonyme masculin de Marguerite Eymery. L'ouvrage paraît à la fin du XIX^{ème} siècle. C'est un roman écrit à la première personne qui fait glisser lectrice, lecteur à l'intérieur du phare d'Armen, réputé pour son isolement. Il est le phare français le plus éloigné des côtes, planté à la pointe extrême de la Chaussée de Sein. Il se dresse sur un roc et affronte l'océan terriblement démonté. A l'intérieur, Mathurin Barnabas et Jean Maleux luttent contre les vagues déchaînées. Ils peinent à entretenir les feux destinés au guidage des navires croisant au large d'Ouessant. A l'intérieur du phare, Mathurin Barnabas et Jean Maleux guerroyent contre la houle démontée, s'efforçant de maintenir les feux qui doivent orienter les navires.

Mais un jour, alors qu'un navire vient de s'ouvrir sur un rocher, le jeune Jean Maleux découvre, au péril de sa vie, l'étrange passion que nourrit son maître... il sera question de cadavres ... !

Un livre **délicieusement** excessif qui crée le scandale dès 1899, qui marie symbolisme et naturalisme, qui gratte le fard de la dite « Belle » Époque.

● **Catherine Destom Bottin**

La Tour d'amour, Rachilde, Editions Gallimard, Collection L'imaginaire, Janvier 2024, 192 pages, 18 €



Les ingénieurs du chaos

Giuliano Da Empoli décortique dans un essai remarquable « Les ingénieurs du chaos » les mécanismes pour ruiner la démocratie et permettre l'accès au pouvoir d'individus aussi dangereux que Trump, Bolsonaro ou Boris Johnson. Le titre est astucieux car dans « ingénieur » il y a aussi génie ; l'étymologie nous dit qu'un ingénieur est celui qui inventait des machines de guerre (1537). Dans ce livre, il s'agit plutôt de mauvais génies comme Steve Bannon, Arthur Finkelshtein - conseiller d'Orban en Hongrie - ou Netanyahu. L'auteur montre comment ces conseillers construisent la communication de leur commanditaire sur fond d'idéologie d'extrême-droite : s'appuyer sur les colères du peuple pour gagner une élection, utiliser les réseaux sociaux et inventer de fausses nouvelles contre leurs adversaires, exploiter la colère populaire sur le thème du « tous pourris » ou propager des informations complotistes sur la démocratie en péril, comme le fait régulièrement Michel Onfray. L'objectif est d'attiser la haine et la colère du peuple. Ainsi, sur la base de mensonges, les Britanniques ont-ils voté pour le Brexit. Il en est de même en France avec E. Zemmour et M. Le Pen qui, grâce au marketing digital, essaient de se construire une image acceptable tout en fustigeant « les élites mondialisées ».

● **Daniel Rome**

Les ingénieurs du chaos, Giuliano Da Empoli, Éditions Folio-actuel, mars 2023, 8,30 €, 200 pages



On est ensemble !

En 37 poèmes en prose, Jean-Yves Bourgain nous livre un kaléidoscope des vies en banlieues, des regards de ces habitant.e.s trop souvent banni.e.s, parfois même banni.e.s d'eux-mêmes. 37 façons de clamer l'unité et les différences, l'avant et l'après, le réel et les possibles. 37 ouvertures où constats et combats sont partagés, où quête et voies s'inscrivent dans un « destin » commun. Balançant entre slam et brèves de cités, dans un style aussi épuré et vivant que la banlieue, justement, peut en produire, l'auteur nous rappelle ce que ces territoires de la République et leurs habitant.e.s ont de singulier... Et de profondément commun.

C'est une immense bienveillance, un respect total qui irriguent ce livre aussi prenant que criant de vérités.

On entendrait presque une musique de rap ou une scansion arabo-andalouse derrière certains de ces mots.

On aurait presque envie de s'attabler, de boire un coup et de jouer avec les enfants avant de partager la soirée en écoutant cette belle mélodie. Nulle figure héroïque, nul portrait individuel mais une longue expression, philosophique et poétique, un brin de sociologie aussi, sur une aventure collective au quotidien.

« La clé c'est la confiance,
La clé c'est la concentration,
La clé c'est que ya pas de clé ».

N'y a -t-il pas plus belle estime de soi... et des autres ?

● Patrick Vassallo

On est ensemble ! Jean-Yves Bourgain, éditions Capital.e banlieue, 2023, 113 pages, 12€



Deux peuples pour un État

Relire l'histoire du sionisme

Né en 1946 en Autriche, Shlomo Sand a émigré en Israël avec ses parents à l'âge de 7 ans. Il milite pour qu'Israël devienne un État laïque et démocratique pour tous ses citoyens, et non un État Juif qui élimine tous les non-juifs de la citoyenneté. L'ouvrage « *Deux peuples pour un État* » explique que la réalité en Palestine est binationale mais que les palestiniens sont sous la domination des Israéliens. S'il a longtemps cru à la possibilité de deux États et d'une confédération de deux Républiques, Shlomo Sand pense aujourd'hui que ce n'est plus possible et préconise un État binational : « *Il n'y a pas d'autre solution* ».

Il s'appuie pour défendre cette thèse sur une relecture de l'histoire du sionisme extrêmement documentée, qui est plus une histoire de la pensée que des faits et événements. Quelques grands moments révèlent que beaucoup d'occasions de résoudre le problème de coexistence de ces deux peuples ont existé, mais que les oppositions ont été plus fortes que les propositions des mouvements pour la paix.

Enfin, Shlomo propose quatre « *alternatives imaginaires* » : la dernière, « *un État fédéral et binational* » aurait sa préférence. Il faudrait alors « *arracher la muraille de haine édifiée sur un amas de peurs afin de nous permettre de vivre ensemble* ».

● Bénédicte Goussault

Deux peuples pour un État ? Relire l'histoire du sionisme, Shlomo Sand, Traduit par : Michel Bilis, Editions du Seuil, Janvier 2024, 21 €, 256 pages



Zone d'intérêt

Zone d'intérêt n'est ni « glaçant » - le mot à la mode - ni un film sur la Shoah puisqu'il ne montre l'horreur des camps que d'une manière allégorique : les cris, la fumée. Ce film est beaucoup plus fort que n'importe quelle représentation artistique du Mal. Par sa non-représentation, le spectateur est immergé dans le Mal. Dans les fleurs du si joli jardin de la grosse bécasse qu'est la femme du commandant du camp, dans le manteau qu'elle enfle et qui vient tout droit d'en face, dont le mur est recouvert d'une vigne naissante, dans les bons légumes enrichis par la cendre des fours, par la répétition du salut hitlérien du petit garçon avant de partir à l'école. La question est de savoir si on peut représenter dans une œuvre d'art, ici un film, le Mal absolu que fut la Shoah et s'il n'est pas plus humble de la part du cinéaste de ne pas le représenter. Les survivants de la Shoah ne voulaient pas parler de ce qu'ils avaient vécu parce que c'était au-delà de toute représentation humaine. Des documentaires peuvent montrer l'ampleur du Mal parce qu'ils utilisent les archives. Toute mise en garde, tout discours pathétique du « plus jamais ça » ne sont-ils pas de vaines tentatives alors que le monde est à feu et à sang, que l'Autre reste toujours celui qu'il faut abattre ? La seule lueur d'espoir de ce grand film : le départ impromptu de la mère, qui a compris ce qui se passe derrière le mur.

● Jacqueline Dérens

Zone d'intérêt, Sortie le 31 janvier 2024, 1h45, Drame de Jonathan Glaser, avec Sandra Hüller, Christian Friedel

Erratum

Dans le numéro précédent de *Cerises* l'encadré de la page 21 sur le théâtre forum a été tronqué. Le voici rétabli dans son intégralité. Toutes nos excuses aux auteures.

1,2,3, action !

Chaque séance commence par un petit échauffement collectif, avant d'aller à la rencontre des personnages qui vont vivre sous nos yeux une situation problématique. La courte saynète d'une dizaine de minutes se termine mal. C'est alors au public d'intervenir ! D'abord pour partager ce que chacun a vu, puis pour proposer et venir explorer sur scène des pistes d'action et d'amélioration de la situation.



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Jean Gersin, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le *Manifeste*, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>

Jean RISTAT (1943-2023)



C'est Jean Ristat qui m'a accueilli lorsque je suis allé remettre sa carte du Parti à Louis Aragon en 1980. En effet, à l'époque, j'étais militant dans le 7^{ème} arrondissement de Paris et Aragon habitait rue de Varenne. Je garde un souvenir ému de son accueil. Il m'a offert un thé et m'a fait visiter son immense bibliothèque. J'étais subjugué ! Je me suis demandé qui était Jean Ristat et un camarade de la section m'a dit qu'il était poète, fondateur de la revue *Digraphe*, créée en 1974. J'ai appris bien plus tard qu'il était aussi le compagnon d'Aragon et qu'il avait été désigné par lui son exécuteur testamentaire. C'est ainsi qu'il a assuré le règlement de sa succession. Fidèle aux dernières volontés d'Aragon, il a notamment remis ses manuscrits au CNRS.

A l'âge de 22 ans, Ristat publie en 1965 son premier ouvrage : « *le lit de Nicolas Boileau et Jules Verne* », sur lequel Aragon, dans les *Lettres Françaises*, ne tarira pas d'éloges. Durant cette période, il fréquente Aragon, Derrida, Francis Ponge et prendra ainsi sa place dans la poésie française.

Sortie en 1978 « *Ode pour hâter la venue du printemps* » a attiré l'attention. L'entrée en matière de cette œuvre est le fameux « *Camarade, ne mets pas l'amour en prison* ». L'idée ? Faire reculer l'homophobie y compris dans le Parti Communiste.

Il a relaté les années passées aux côtés d'Aragon en 2003, avec Francis Crémieux (*Avec Aragon*, chez Gallimard), puis en 2019 avec Olivier Barbarant (*Impair et passe*, Manifeste).

En 1989, il ressuscite *Les Lettres Françaises*, périodique culturel créé à l'initiative de la Résistance communiste en 1942 et dirigé par Aragon de 1953 à 1972, date à laquelle le journal est contraint de cesser sa parution. D'abord supplément de *Digraphe*, la revue paraît bientôt en kiosque de manière indépendante. Ambitieux sur le plan culturel, les *Lettres Françaises*, sur fond de pandémie du VIH, entreprennent un rapprochement avec l'équipe de *Gai Pied*, magazine homosexuel lancé en 1979. A ce moment-là, *Gai Pied* disparaît et *Les Lettres françaises* deviennent le « *journal des sexualités plurielles* » avant de disparaître à leur tour.

Ristat a également été le secrétaire perpétuel de la Maison Aragon/Triolet à St Arnoult en Yvelines qui est devenue un lieu culturel ouvert au public à partir de 1994. Il a été par ailleurs président de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet depuis 2010.

Pour conclure, je reprendrai les propos de Josette Pintueles : « cette complexité des rapports Aragon/Ristat est emblématisée par la métaphore du valet de cœur¹ dans « *Lord B* » : Ristat comme valet de cœur, figure aimée d'Aragon (le cœur) mais valet tout de même... »

● Daniel Rome

¹ Je remercie Josette Pintueles qui a rédigé dans le dictionnaire « Aragon » la notice concernant Jean Ristat et qui m'a autorisé à reprendre quelques éléments de cette notice